

BILLET DE BLOG 19 septembre 2017

Assises de la mobilité : les 5 recommandations de l'Iddri

Auteur

Mathieu Saujot

Directeur, Modes de vie en transition

 Temps de lecture: 5 min

« Le combat que je souhaite engager pour les années à venir, ce sont les transports du quotidien. » À l'occasion de l'inauguration de la nouvelle ligne TGV Paris-Rennes, le 1er juillet dernier, Emmanuel Macron a témoigné de la volonté de l'exécutif de replacer la mobilité quotidienne au coeur des priorités du quinquennat. Cette annonce est une bonne nouvelle, la mobilité quotidienne étant aujourd'hui confrontée à de nombreux enjeux auxquels il est urgent de s'attaquer.

Des enjeux environnementaux d'abord, puisque la mobilité locale, largement automobile, est l'une des principales contributrices de gaz à effet de serre, mais aussi de polluants qui empoisonnent l'air des grands centres urbains. La

mobilité est également un enjeu social majeur : la mobilité constitue en effet le deuxième poste de dépenses des ménages en France et 10 % d'entre eux se trouvent actuellement confrontés à des dépenses très élevées par rapport à leur budget, avec des impacts potentiels sur l'ensemble de leur vie sociale et économique. Enfin, la mobilité quotidienne est un enjeu financier pour nombre de collectivités qui financent des transports en commun coûteux et dont la fréquentation ne permet pas toujours de garantir la pérennité financière.

Afin de répondre à ces enjeux, une loi d'orientation des mobilités devrait ainsi être présentée au Parlement début 2018 afin de définir les axes stratégiques de la politique étatique pour les 10 prochaines années. Dans ce cadre, la ministre chargée des Transports, Elisabeth Borne, lance aujourd'hui les « Assises nationales de la mobilité ». Ce processus de concertation avec le grand public et l'ensemble des acteurs du transport du territoire a pour objectif d'identifier les besoins et les attentes prioritaires des Français afin de préparer la loi d'orientation.

En tant qu'acteur de la recherche investi sur les questions de mobilité depuis plusieurs années, l'Iddri souhaite s'associer à cette réflexion collective et contribuer à ce qui devra devenir un plan pour la mobilité durable. Les travaux de l'Iddri apportent des éléments d'analyse sur quatre des six thèmes de consultation définis par le ministère des Transports : environnement, révolution numérique, fractures sociales et territoriales, gouvernance et financement.

Mobilité propre

• Mettre à jour le logiciel de nos politiques d'électrification du parc automobile.

Malgré la hausse régulière des ventes, l'ampleur du déploiement des véhicules électriques n'est pas à la hauteur des objectifs de décarbonation de long terme de la France. De nombreux obstacles s'opposent à un déploiement massif à court et moyen termes. Les lever nécessitera de réviser les politiques actuelles (financement, infrastructures de charge), de les compléter par d'autres mesures (marché de l'occasion, marché du crédit) et d'anticiper les impacts fiscaux de long terme (érosion fiscale liée à la baisse de vente de carburant) ainsi que les transformations de la mobilité (autonomie).

[Etude "Véhicules électriques en France : un plan de financement à 15 ans pour un déploiement massif" \(2017\)](#)

• Inscrire les travaux des Assises dans une perspective de transition de long terme bas carbone.

Les travaux des Assises doivent soutenir concrètement la future révision de la Stratégie nationale bas carbone (SNBC) et de la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), en nourrissant des scénarios sectoriels permettant d'articuler de façon cohérente, d'une part, les politiques publiques de court et moyen termes intégrant la complexité des transformations à l'œuvre dans la mobilité et, d'autre part, les objectifs politiques de long terme tels que la neutralité carbone à 2050.

[Rapport "Pathways to Deep Decarbonization of the passenger transport sector in France" \(2017\)](#)

Mobilités connectées

• Mettre la mobilité autonome sur la voie du développement durable.

Face au rythme des innovations portées par les acteurs privés, il est essentiel d'agir aujourd'hui pour saisir demain le potentiel de l'autonomie pour la transition écologique. À rebours des messages diffusés par les promoteurs de cette innovation, son futur est loin d'être écrit : plusieurs scénarios contrastés de développement et d'impacts sont possibles. Les autorités publiques doivent se demander à quelles conditions les véhicules autonomes peuvent les aider à atteindre leurs objectifs de mobilité durable, afin d'orienter cette innovation vers les scénarios souhaitables et organiser l'intégration de la mobilité autonome.

[Décryptage "Comment accélérer la mobilité durable avec le véhicule autonome ?" \(2017\)](#)

[Billet de blog "Mettons le véhicule autonome sur la voie de la mobilité durable !" \(2017\)](#)

Mobilités solidaires

• Lutter contre la vulnérabilité liée à la mobilité.

Il existe aujourd'hui une masse critique d'acteurs, de connaissances et d'expérimentations sur la question de la vulnérabilité liée à la mobilité. Une action de l'État est nécessaire pour soutenir la diffusion des initiatives locales existantes et leur passage à l'échelle. L'État doit nommer et mettre ce problème à l'agenda national ; inciter les acteurs territoriaux à agir et renforcer la reconnaissance des acteurs déjà porteurs de solutions ; accompagner cette dynamique en soutenant des projets et en mutualisant les expériences.

[Propositions "Lutter contre la vulnérabilité liée à la mobilité en France" \(2017\)](#)

Mobilités intermodales

• Intégrer les solutions de covoiturage dans les services publics de mobilité.

Les travaux de l'Iddri montrent le potentiel de ces solutions pour une mobilité quotidienne durable, à condition qu'acteurs du covoiturage local et collectivités locales collaborent. Alors que les AOM (Autorités organisatrices de mobilité) peuvent désormais financer les solutions de covoiturage avec le versement transport, il faut aujourd'hui promouvoir l'intégration des solutions de covoiturage dans les services publics et développer le cadre nécessaire.

[Propositions "Mobilité collaborative : des promesses aux enjeux pour les pouvoirs publics" \(2016\)](#)